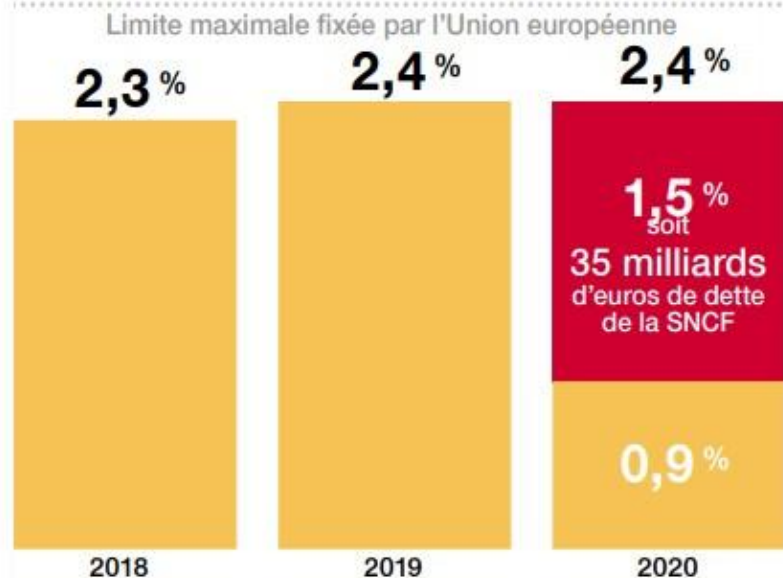


« Reprendre la dette ? Possible, à condition de faire des économies »

Le déficit public attendu de la France



* PIB : richesse nationale.

Sources : Gouvernement - Réseau SNCF.

Ouest-France - Photo : Reuters.

Entretien



François Écalle,
ancien magistrat à la Cour des comptes, animateur du site Fipeco.

Pourquoi l'entité Réseau de la SNCF a-t-elle 47 milliards de dettes ?

Parce qu'elle a fait de gros investissements dans le TGV et désormais dans la rénovation du réseau. Quant aux coûts d'exploitation, ils sont sans doute trop élevés par rapport à ses concurrents.

Si bien que la SNCF enregistre chaque année deux à trois milliards

de déficit. En les cumulant, on arrive à 47 milliards de dettes.

L'État va donc en reprendre 35 milliards.

Oui. Ils s'ajouteront aux 2 200 milliards de la dette publique de la France.

Cela va alourdir le déficit en 2020 ?

Pour comprendre la situation, il faut ramener les montants en pourcentage du Pib (le Produit intérieur brut, la richesse produite par la France en une année). 35 milliards, cela représente 1,5 point de PIB. En 2020, l'État prévoit un déficit public de 0,9 %. En rajoutant le 1,5 point de PIB de la dette de la SNCF, le déficit total s'élèvera à 2,4 % du PIB. On restera donc en deçà de la limite des 3 % du Pib, fixée par l'Europe. Or, la France tient

à respecter ses engagements, notamment vis-à-vis de l'Allemagne.

La reprise de la dette semble donc une promesse sérieuse ?

Oui. Elle est finançable dans l'état actuel des prévisions du gouvernement.

Pourquoi ne le fait-il pas dès 2019 ?

Des dépenses importantes sont attendues l'an prochain, comme les 20 milliards que coûtera la transformation du CICE (Crédit d'impôt compétitivité) en baisse de cotisation pour les entreprises. Rajouter les 35 milliards de la SNCF aurait fait passer le déficit au-dessus des 3 %.

Mais qui va payer en 2020 ?

Le premier impact concernera le milliard d'intérêts que paie la SNCF

chaque année aux banques. Ces intérêts passeront à la charge du contribuable.

Il faudra augmenter les impôts ?

Le gouvernement va dire qu'il va financer ce surcoût par des économies. S'il n'y avait que ce milliard, ce ne serait pas un gros problème. Mais ça s'ajoute à tout un ensemble de dépenses qui n'étaient pas prévues. À elle seule, la suppression de la taxe d'habitation en 2020 pour les 20 % de ménages les plus riches nécessite de trouver huit milliards. Sans compter le service national. Il y a un point d'interrogation plus général sur le financement de ces engagements. Il faudra faire beaucoup d'économies...

Recueilli par
Jacques SAYAGH.

atten
Da
com
étaie
à leu
ter le
don
de co
ont a

Le

Un r
dan:

L'his

Tout
cont
l'aéro
du S
de c
d'un
s'env
avio
ployé
pagr

Le
dern
ager
lutte
arrêt
Surir
lonie
Guye
rôle
de c
mois
était
dans

La
D'im
ont
de D
nota
ban
surin